

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 20/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GSM**

Parc Saint - Jean - Bât 1  
ZAC du Mas de Grille  
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : -  
Code AIOT : 0006600508

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement GSM implanté Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 6 mai 2025, une inspection commune avec les contrôleurs des transports terrestres de la DREAL a été réalisé sur le chantier du foudroyage des tours Matisse à Nîmes. Les contrôleurs des transports terrestres ont inspecté 3 véhicules et ont récupéré les bons de pesées, ces documents ont permis de constater que l'exutoire des déchets inertes du chantier est la carrière GSM de Caveirac. L'extraction des données des chronotachygraphes de ces trois véhicules a permis de confirmer qu'ils étaient passés par Caveirac.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM
- Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006600508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Caveirac exploite un gisement calcaire pour la production de granulats à destination des marchés de proximité urbains et d'infrastructures routières et des blocs pour enrochement dans le cadre d'ouvrages de protection du littoral.

Cette carrière joue également un rôle de bassin écrêteur de crues pour protéger la commune de Nîmes en cas de fortes intempéries.

La carrière est également une station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, à ce titre elle est donc autorisée à valoriser les déchets issus du chantier des tours Matisse de Nîmes.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excav	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
2	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excav	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents qui ont été fournis par l'exploitant permettent d'assurer la traçabilité des déchets issus du chantier des tours Matisse à Nîmes.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excav**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de

déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Sur la base des bons de pesées suivants: 3156135846, 3156136679, 3156135922, 3156136541, 3156135358, 3156134254, 3156133792, 3156133075 et 3156132325 récupérés le 6 mai 2025 sur le chantier des tours Matisse, l'inspection a pu constater que le registre entrant contient:

- la date de réception du déchet et l'heure de la pesée du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet et le code du déchet entrant et la quantité de déchet entrant exprimée en tonnes;
- la raison sociale, et l'adresse du producteur initial du déchet;
- la raison sociale et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets;
- la raison sociale et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excav

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5

Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité

**Prescription contrôlée :**

Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets. Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :

- la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ;

b) Concernant la nature et quantité :

- la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ;

Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également :

a) Concernant la dénomination du déchet :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

b) Concernant la date de l'opération de traitement :

- la date du traitement du déchet ; - le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ;

c) Concernant la destination des produits ou matières :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ;

d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet :

- la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, les déchets issus du foudroyage des tours Matisse étaient stockés sur la carrière de Caveirac en attente de traitement par concassage / criblage. Le registre chronologique n'a pas pu être consulté puisque les déchets n'ont pas encore été traités.

Type de suites proposées : Sans suite